



GREVES et MANIFESTATION JEUDI 08 AVRIL 2021

**RDV 9h au MEDEF (ancien RFO, Barachois)
jusqu'à la préfecture**

CTION PUBLIQUE

La crise sanitaire a de nouveau confirmé le rôle irremplaçable de la fonction publique et de ses agent-es. Or, sur nombre d'enjeux fondamentaux, le président de la République et le gouvernement maintiennent un cap gravement préjudiciable à la fonction publique.

Gel de la valeur du point d'indice, mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique qui augmente la précarité, allonge la durée du temps de travail et détruit les garanties statutaires, restructurations, budget 2022 préparé sous le sceau de l'austérité, absence des indispensables et nombreuses créations d'emplois, projet de loi 4D s'attaquant de nouveau aux services publics, poursuite des réformes contraire aux missions publiques : c'est inacceptable !

Les « oubliés du Ségur » (salariés et agents de l'action sociale, médicosociale, publique et privée,...) sont percutés de plein fouet par la crise sanitaire depuis plus d'un an. Cette pandémie a certes mis en lumière l'utilité sociale mais aussi la grande détresse de ce secteur déjà dévasté par des années d'austérité budgétaire. C'est dans ce contexte que le gouvernement s'obstine à gratifier certain-e-s professionnel-le-s...et pas d'autres ! Selon les structures, le contrat de travail, un trop grand nombre sont laissés sur le côté !

ACTION
SOCIALE
MEDICO-
SOCIALE

COMMERCE

Et pendant que les services publics perdent leurs moyens, ce n'est un secret pour personne : les actionnaires et les grandes familles du CAC 40 se sont gavés sur le dos des travailleur-euse-s. Leurs entreprises n'ont jamais fait autant de profit que pendant cette crise sanitaire. Et comme si cela ne suffisait pas. Ils ont empoché les aides gouvernementales piochées dans le même argent public que celui manquant pour les services publics. Mais là encore, le capital n'en a pas fini avec les travailleur-euse-s, il lui faut tout et tout de suite, alors qu'une avalanche de licenciement a lieu dans différents secteurs dont les commerces et services.

Le gouvernement et le patronat ne comprendront notre détermination que si nous nous unissons tous dans la lutte. Eux sont bien organisés et détruisent tout sur leur passage ! A nous de leur montrer que l'union de nos forces peut faire tomber leur politique mortifère pour le monde du travail et les services publics !

NOUS REVENDIQUONS :

- l'augmentation du SMIC et de tous les salaires.
- l'abrogation de la loi de Transformation de la fonction publique.
- l'arrêt des suppressions d'emploi publics et la mise en œuvre d'un plan de recrutement et de titularisation.
- l'application des conventions collectives nationales à La Réunion
- l'arrêt des licenciements pour les entreprises faisant du profit ou ayant reçu des fonds publics.
- l'égalité dans la fonction publique, et la fonction publique comme outil d'égalité.